

foi et développement

CENTRE INTERNATIONAL LEBRET-IRFED

49, rue de la Glacière - 75013 Paris - FRANCE

Tel 33(0)1 47 07 10 07 - Fax 33(0)1 47 07 68 66

e-mail : publications@lebrete-irfed.org

N° 337 – octobre 2005

Communautarisme et communauté

D'UN MONDE DIVISÉ À UN MONDE UNI

par Roland Colin*

Les grandes fractures planétaires reposent, pour une part, sur les fantasmes récurrents dus à la peur de l'autre. Qu'on me permette ici un souvenir de promeneur. Il y a quelques jours, j'ai retrouvé Berlin pour la première fois depuis la chute du Mur en 1989. Ce qui fit la honte de l'Europe des blocs, et coûta leur vie à des centaines de fugitifs fascinés par l'aisance du secteur Occidental, n'est plus qu'un discret pavage, un appel à peine perceptible à ne plus laisser se dresser entre les peuples des murailles de préjugés, de croyances impitoyables et de certitudes brutales.

La partie est-elle gagnée? En avons-nous fini avec la peur? Entrons-nous dans « l'âge adulte de l'humanité »? Rien n'est moins sûr. Voici que, déjà, nos démocraties affrontent l'ère du « communautarisme », si aisément associée à l'insécurité, au

fanatisme, à la crainte d'une restauration des religions dans la gouvernance de l'Europe.

Mais en opérant un retour sur notre Histoire, pourquoi ne pas l'aborder par son versant positif, par la « *dynamique inter-communautaire* » que surent mettre en œuvre ou au moins envisager des hommes tels que le Père Lebrete ou Henri Desroche? Il n'est pas fatal que les aspirations des groupes communautaires soient synonymes de communautés-ghettos.

Roland Colin, avec sa longue expérience dans le sillage de Lebrete, nous invite d'urgence au développement d'une « *véritable politique vis-à-vis des communautés*. » Le seul moyen, estime-t-il, de sortir « *d'un monde des appétits* ». Et de nous donner le goût d'un avenir paisible.

Albert Longchamp

* Roland Colin, né en Bretagne en 1928, a d'abord été Administrateur au Souda (Mali), ayant choisi d'accompagner la décolonisation « de l'intérieur ». Il a été ensuite Directeur de cabinet de Mamadou Dia, Chef du Gouvernement sénégalais de l'indépendance. En 1966, il a succédé au Père Lebrete à la tête de l'IRFED, tout en menant de front une carrière universitaire. Il est actuellement directeur de recherche à l'Université de Paris III et président d'honneur du Centre international Lebrete-IRFED.

Il est de bon ton, dans les temps que nous vivons, de crier haro sur le communautarisme, d'en faire le détonateur des risques sociaux et politiques majeurs que l'irruption dramatique des agressions procédant d'un « islamisme radical » a inscrits dans les consciences d'opinions publiques traumatisées. Il en va de même à partir des conflits sociaux tragiques, qualifiés d'inter-ethniques observés particulièrement mais non exclusivement dans le monde de l'Afrique sub-saharienne (Rwanda, Côte d'Ivoire entre autres).

S'il est indéniable que des dérives communautaristes gravissimes participent aux chocs que nous vivons et que nous redoutons, il n'en est que plus important de s'attacher à comprendre les ressorts de ces phénomènes. On peut ainsi tout particulièrement explorer ce

que l'on met sous les mots, afin de se forger une opinion aussi pertinente que possible sur la validité des réponses mises en œuvre à grands frais et souvent sans prises suffisantes sur les événements redoutés. Ce questionnement nous conduit à élargir le débat. Derrière « communautarisme », il y a « communauté ». Nous sommes tous, ou devrions tous être, interpellés par notre rapport à la communauté.

Les débats autour de la communauté ont été récurrents et souvent assez vifs, depuis le milieu du XIXe siècle. Un temps marquant en a été la distinction mise en évidence par le sociologue allemand Tönnies entre « *gemeinschaft* » et « *gesellschaft* ». La première notion connotait la *communauté*, c'est-à-dire, dans cette acception, l'ensemble constitué par des *semblables*, s'oppo-

sant à la seconde désignant la *société*, perçue comme un groupe dont les membres sont reliés par des relations de complémentarité dans la différence. Depuis Tönnies, les analyses se sont enrichies et nuancées sous l'influence de l'évolution profonde des réalités économiques et sociales. On en est venu à comparer les sociétés traditionnelles, dont les fondements communautaires restaient dominants, aux sociétés industrielles ouvertes au changement et intégrant la dynamique des moyens de production modernes. Et l'on en tirait fréquemment la conclusion que les premières demeuraient hostiles au développement, se figeaient dans un univers passéiste et particulariste, alors que les secondes correspondaient à l'accession au progrès. Cette vision sommaire des choses, elle aussi a évolué.

Les grandes fractures planétaires

La théorie marxiste et l'avènement des révolutions « socialistes » à partir de 1917 en Russie, puis de 1949 en Chine, venaient bouleverser le paysage des doctrines antécédentes, sans que l'on puisse échapper à une certaine schématisation des positions en présence : société capitaliste, avec son corps de doctrine, contre société communiste disposant du sien. Le XXe siècle a connu le grand choc des deux guerres mondiales, avec, dans un interlude court, l'irruption de l'aventure mortelle du nazisme. A l'issue de ces bouleversements, la Guerre froide s'instaurait, une fois mis à bas l'hittlérisme, entre tenants du capitalisme et tenants du communisme que le péril nazi avait momentanément coalisés. Moins d'un demi-siècle après la fin du dernier conflit mondial, le système soviétique s'effondrait, avec la chute du mur de Berlin, alors que les tenants de l'ultra-libéralisme triomphaliste pro-clamaient la « fin de l'Histoire »¹.

Pour autant, les grandes fractures planétaires continuaient de se développer, mais en mettant en violent contraste les populations les mieux nanties et les laissés pour compte du bien-être et de la croissance. Les chocs pétroliers, en ricochet depuis 1973, laissent apparaître une ligne de clivage économique et social qui débordait largement la classique distinction Nord-Sud entre les « développés » et les « sous-développés ». On ne pouvait pas alors se cantonner dans le confort simplificateur d'un « développement linéaire » où les différentes nations progressaient, chacune à leur rythme, les « moins avancées » s'inspirant des « plus avancées », sur une voie unique leur faisant franchir les étapes de la croissance identifiée au développement².

Dans le même temps, les grandes mutations économiques et technologiques, touchant notamment la « financiarisation » des grandes firmes transnationales et la révolution des vecteurs de communication par l'informatique, transformaient en profondeur la place des acteurs humains dans le système social. C'est dans le contexte d'aujourd'hui que nous devons nous interroger sur la consistance, la place, le prix de la « communauté » pour les hommes, où qu'ils se trouvent, dans un monde à la fois hyper-communicant et fracturé comme jamais dans l'histoire. Dans une telle conjoncture, aucune société, aucune nation ne peut se considérer comme extérieure à la crise présente qui constitue un défi majeur pour l'humanité.

Les « sociétés civiles », ainsi nommées parce qu'elles connotent l'ensemble constitué par les membres d'une « cité », ayant vocation à en être les « citoyens », sont prises en tenaille entre les pouvoirs d'Etat, sur lesquels leur emprise est problématique, et les pouvoirs économiques et financiers des puissances d'un marché sans frontière, s'affranchissant des valeurs et des besoins des hommes qui subissent leur loi. Cette dernière catégorie de pouvoirs dispose, par le jeu de la « globalisation » mal régulée (ou non régulée) des mécanismes de l'économie de marché, d'une puissance telle que les pouvoirs d'Etat peinent à défendre « l'intérêt général » qu'ils sont censés soutenir – on disait, précédemment, le « bien commun » des cités humaines.

Nous devons nous interroger sur la consistance, la place, le prix de la « communauté » pour les hommes, où qu'ils se trouvent.

Face à cette situation, la mission éminente des formations politiques devrait être de mobiliser toutes les forces possibles pour exiger que toutes les composantes du système fassent prévaloir ce fameux bien commun, en fonction des valeurs et des besoins humains. On en est bien loin ! L'air du temps n'est pas à revenir à la problématique de la communauté, pourtant essentielle pour

comprendre et promouvoir le bien commun. Il s'agit là d'un défi qui concerne tous les peuples et toutes les cultures.

Le monde des communautés

Cependant le dictionnaire courant, reflétant l'état de la langue la plus usuelle, définit la communauté comme « groupe social caractérisé par le fait de vivre ensemble, de posséder des biens communs, d'avoir des intérêts, un but commun ». Les communautés, et donc les liens communautaires, existent à l'évidence dans le monde où nous sommes. Mais on doit s'interroger quant à l'impact sur la situation réelle de ces liens sociaux, ici et maintenant, des systèmes englobants et surplombants, mus par des forces et des logiques qui contredisent et contrecarrent l'esprit qui leur donne sens.

Les communautés formelles sont multiples et d'extensions diverses. On peut évoquer la communauté internationale, les communautés nationales, régionales, locales, villageoises ou urbaines. On peut se référer aux communautés d'idées, de convictions, de croyances qui sous-tendent notamment les organisations religieuses ou philosophiques. Le monde des communautés est encore bien plus large.

La question se pose alors de mesurer jusqu'à quel point, dans différents

cas de figure, elles constituent véritablement des structures de solidarité et de partage correspondant aux objectifs des humains qui les composent, répondant à leur projet, respectant leurs valeurs et leur vision du monde. Une communauté ne demeure telle, n'incarne la vocation qui est la sienne que lorsque ses membres, dans une coopération assumée entre eux, voulue et responsable, en sont les acteurs éclairés et participants.

Utopie, pourra-t-on dire, puisque l'histoire démontre constamment que les intérêts des individus et des groupes diffèrent, s'opposent, avec – comme résultat – la domination des plus forts, des mieux nantis. Henri Desroche (*Sociologie de l'Espérance*) a montré, parmi bien d'autres, qu'il ne pouvait y avoir de mouvement social créatif sans l'étincelle de l'utopie : une « vision en avant », nourrie de l'énergie d'un imaginaire combattant, proposant que la vie continue, se développe, en répondant aux projets des acteurs.

Il est intéressant, si l'on évoque Henri Desroche, de le situer dans l'histoire, dans son histoire, qui est aussi la nôtre. Au début des années 40 du siècle dernier, au cœur du cataclysme du dernier grand conflit mondial, il rejoint Louis-Joseph Lebret qui vient de fonder le mouvement *Economie et Humanisme*. Dans cette conjoncture de destruction et de désolation, l'équipe Lebret de l'époque est mue par la conviction profonde que la « refondation » d'une société humaine de justice et de paix ne peut se concevoir que si l'on se préoccupe de la question du « lien social », au plus profond.

Lebret et Desroche, en première ligne, s'investissent dans la problématique de la communauté, comme dans une démarche essentielle et primordiale. Ils le font par le jeu de l'intelligence et par l'engagement dans la pratique concrète. Ils appartiennent, par là-même, au groupe pionnier des fondateurs de la « recherche-action ». Ils font partie de ceux, bien rares à l'époque, qui se refusent à concevoir la séparation de l'engagement dans la réalité et l'exigence d'en comprendre le sens. Pour eux, les « acteurs sociaux » à l'œuvre doivent se voir reconnaître le droit, la capacité de « théoriser leur pratique », sans être esclaves d'une vision du monde, de modèles pré-établis et contraignants.

La dynamique inter-communautaire

La production du groupe est impressionnante. Dans le n° 11 de la revue *Economie et Humanisme*, par exemple, Desroche livre un texte sti-

mulant, profond et novateur à la fois : *Dialectique de la communauté*. Les termes essentiels sont en place : autant « communauté de solidarité » que « communauté de vocation », « l'être ensemble » ne prend tout son sens qu'en s'ouvrant à toutes les dimensions de la condition humaine. Lebret, poussant plus avant, en arrivera à percevoir et formuler l'essentiel : le « développement », c'est-à-dire la création par une communauté humaine des réponses à tous les besoins de ses membres – en « solidarité » et en « vocation » – ne peut être que le développement de « tout l'homme » mais aussi de « tous les hommes ».

La question est alors posée de la dynamique « inter-communautaire ». Cette logique de « l'économie humaine » conduit à rechercher les échanges, les ouvertures, les synergies, pour optimiser ce que Lebret appelle « la montée humaine ».

Mais les pionniers de « l'utopie communautaire » ne se cantonnent pas au domaine des idées. Ils s'engagent profondément sur le terrain, dans la pratique, « la praxis », dira Desroche, après avoir lu et interprété Marx (*Signification du marxisme*). C'est, en premier lieu, une plongée passionnante dans l'utopie communautaire en acte : la communauté Boimondau – expérience fondatrice des Sociétés coopératives ouvrières de production (SCOP), où se trouve livrée au banc d'essai la pratique de l'autogestion³. Des ouvriers deviennent maîtres d'œuvre de leur entreprise en transformant la relation capital/travail, en humanisant (non sans péripéties) les rapports de production. Expérience de défricheurs, affrontée à un contexte de logique souvent contraire.

Lebret et Desroche, d'abord ensemble puis séparément, et enfin dans leurs retrouvailles, seront les promoteurs, les expérimentateurs inlassables, sur des terrains multiples, des stratégies et des pratiques d'un développement fondé sur l'enracinement des communautés de base dans les terrains sociaux et culturels de différentes régions du monde. Ils s'attacheront chaque fois à mettre en place des systèmes, des méthodes, des organisations permettant une participation efficiente et responsable des citoyens à la vie et aux projets de leurs communautés. Dans cette dynamique, les communautés ne sont, en aucune façon, des organisations figées mais des entités vivantes, ouvertes, communicantes.

Des voies inédites pour la démocratie

Les promoteurs du développement participatif n'agissent jamais en intervenants exogènes exportateurs de modèles mais en incitateurs de développement endogène – en nouant tous les partenariats indispensables. La belle expérience de stratégie du développement démocratique, initiée par Mamadou Dia, alors chef du gouvernement du Sénégal, entre 1958 et 1962, avec le concours de Lebret et Desroche, en est une illustration particulièrement significative.

Au sortir d'une colonisation longue, fondée sur la réduction à l'état de sujets passifs de populations paysannes dont on récusait l'histoire et la culture, une politique de développement se met en place, reprenant racine dans le tissu communautaire. Les « communautés villageoises de base » sont considérées

**Le
communautarisme
entraîne un repli
sur soi, un déni
des réalités
extérieures qui
peut se muer
aisément en
mépris de ce qui
n'appartient pas à
son propre univers.**

comme les cellules élémentaires d'une démocratie naissante. L'approche initiale est celle d'une « animation participative ». Des hommes et des femmes, délégués par les communautés, entrent dans un travail d'analyse de leurs besoins, de leurs moyens propres, en concertation et dialogue avec les partenaires extérieurs, particulièrement les agents de l'Etat ayant vocation à s'impliquer dans le développement de l'espace communautaire en question. Ce travail de « recherche-action » partagé, conduit à une évolution des structures et des compétences, dans une reconnaissance des responsabilités de chacun au regard du développement. A partir de ce travail de base, la logique de participation a vocation à remonter, à se fédérer, à générer les bases nouvelles d'un développement régional et national, ouvrant des voies inédites à la démocratie.

Mais cette voie, reprise dans différents contextes africains, et trouvant d'évidents cousinages dans d'autres aires géoculturelles, notamment en Amérique latine, si enthousiasmante soit-elle pour ses artisans, est loin d'être idyllique. Les forces contraires se dressent tout au long de l'histoire. Des expériences brillantes buttent sur des obstacles redoutables, laissant au bord du chemin l'amertume de nombreux échecs. Mais la capacité de comprendre est alors essentielle : démonter les mécanismes qui ont conduit aux succès et aux revers permet de rebondir, enrichis de nouveaux savoirs. Ces leçons de l'expérience sont alors fructueuses, réinvesties dans des entreprises d'édu-

cation et de formation, pour susciter, plus avant, de nouveaux acteurs en mesure d'aller plus loin. Pour que le développement concerne la communauté des hommes, « tout l'homme et tous les hommes », il est indispensable de mettre en œuvre une éducation qui nourrisse « tout l'homme » et « tous les hommes » dans leur capacité d'être les acteurs de communautés créatrices et ouvertes, en mesure de prendre en compte le « bien commun », dans la solidarité avec les entités partenaires, parties prenantes d'enjeux partagés.

Le communautarisme c'est la communauté-ghetto

Après avoir exploré le monde de la communauté, il est tout aussi important d'éclairer le phénomène du « communautarisme ». Le bon sens indique qu'il ne peut y avoir de communautarisme sans communauté. Mais la communauté en soi, isolée de son contexte, ne peut avoir de sens. Par contre, on peut dire que, dans un certain contexte, une entité communautaire peut virer au communautarisme, précisément lorsqu'elle se conçoit, se comprend, se comporte comme étrangère aux réalités du monde dans lequel elle se situe. Le communautarisme entraîne un repli sur soi, un déni des réalités extérieures qui peut se muer aisément en mépris de ce qui n'appartient pas à son propre univers. Le communautarisme, c'est alors la communauté-ghetto où l'on se préserve de l'influence des autres pour défendre une identité artificiellement figée.

Dans d'autres cas de figure, le glacié communautariste devient non pas refuge, mais base de combat pour attaquer, voire détruire les organisations extérieures considérées comme ennemies, « infidèles » par rapport aux valeurs, aux croyances jugées supérieures de la communauté qui se place au centre du monde. Ce modèle, qui a fonctionné avec vigueur, voire férocité, dans le Moyen Age européen, se retrouve aujourd'hui dans les dérives islamistes sous différentes formes. On l'observe tout autant dans des terrains de « luttes ethniques », notamment en Afrique noire. « L'ivoirité », telle qu'elle est définie dans le contexte brûlant de la Côte d'Ivoire semble bien procéder d'une dérive communautariste. On pourrait en citer bien d'autres exemples.

L'analyse des processus constatés montre que l'on peut passer de la communauté-ghetto à la communauté conquérante. Si l'on prend l'exemple de la population immigrée dans la France actuelle, on observe que certaines communautés maghrébines, tributaires de contingences historiques, vivent dans

un certain repli sur soi, à la fois coupées d'échanges sociaux et culturels avec la population du pays d'accueil, tout en ne conservant que des liens ténus avec le pays d'origine. Ainsi de telles entités sont doublement en porte-à-faux. L'image conservée par les générations d'adultes de la culture-mère ne correspond plus aux réalités présentes. De la sorte, les générations plus jeunes n'ont qu'une vision déformée des valeurs de leur terre d'origine, se trouvant en porte-à-faux par rapport au « pays d'accueil » – qui porte bien mal ce nom – et sont alors la proie toute désignée pour rallier une « communauté de combat », elle-même à contretemps de l'histoire.

Par contre, d'autres populations immigrées vivent leur position « communautaire » de façon toute différente. C'est le cas de nombre de familles originaires de la vallée du fleuve Sénégal qui ont préservé à la fois un ciment de solidarité exceptionnel entre leurs membres et cultivent des liens profonds avec leurs villages d'origine. Des structures associatives originales traduisent cette pratique communautaire : les hommes en migration cotisent chaque mois pour assurer une garantie solidaire à leurs membres, en réponse aux aléas de leur situation, et aussi pour financer des projets concernant la communauté villageoise-mère : écoles, dispensaires, adduction d'eau, etc. Les rapports avec le village se traduisent par des flux incessants de biens, d'argent, de personnes, et le mouvement se différencie selon les sexes et les générations. Bien plus, les systèmes similaires sont en place dans tous les pays destinataires de migrants issus du même terroir et donnent lieu à une régulation solidaire

intercommunautaire très complexe et efficace à la fois. Un tel système permet de préserver l'identité individuelle et collective dans une ouverture aux sociocultures en contact.

Je ne puis dire que ces communautés ouvertes marchent ainsi de plein droit, imparablement. Il existe des dérives et des dysfonctionnements, mais l'allure générale demeure largement positive. Ce qui me paraît important, dans les différents cas de figures évoqués, c'est de mesurer la problématique de base à travers ses variantes dans le temps et l'espace, et de comprendre les processus mis en œuvre pour y répondre. A ce niveau, des corrélations utiles peuvent être établies entre des terrains géographiquement et culturellement divers.

Une nouvelle politique vis-à-vis des communautés

Quelles conclusions tirer de ces constats ? En premier lieu, l'urgence, la nécessité d'étudier une nouvelle, une véritable politique vis-à-vis des communautés, de sortir de l'attitude obtuse d'amalgame entre communauté et communautarisme, et de condamnation systématique du phénomène communautaire, pour en rechercher les aspects positifs et déterminer les conditions qui les garantissent. On doit aussi identifier les enjeux essentiels qui s'en dégagent : la participation comme ouverture à la démocratie, la reconnaissance de l'homme, de tous les hommes, comme

acteurs responsables de leur développement. C'est le meilleur remède aux dérives du communautarisme.

En second lieu, à partir de l'état de la problématique communautaire dans le tissu social, mesurer en quoi la participation démocratique, et donc aussi les équilibres sociaux, pourraient être relancés, confortés par une éducation et une pratique de la solidarité en acte.

Il paraît urgent, dans cet esprit, de soutenir une « éducation au développement » reconnue comme un ressort essentiel du lien social à tous les niveaux.

Enfin, à l'heure de la globalisation, nous devrions pouvoir tirer parti d'une exploitation systématique des ressources de l'interculturel pour rechercher l'avènement d'une « mondialisation à

visage humain », appelant des échanges multiples entre des communautés humaines ouvertes, soucieuses d'enrichissements réciproques, gages d'une nouvelle créativité collective.

On pourrait alors rendre plus crédible ce mot d'ordre que Lebret énonçait en 1959 dans son Manifeste pour une civilisation solidaire : « *Faire de l'Organisation des Nations Unies le service d'études et le lieu de rencontres et de décisions où se serait amorcée la transition difficile d'un monde divisé en monde uni, d'un monde des appétits en monde fraternel* »

Roland Colin

Tirer parti d'une exploitation systématique des ressources de l'interculturel pour rechercher l'avènement d'une « mondialisation à visage humain ».